

L'ŒUVRE

14, Rue Drouot.

Téléphone : GUT. 02-71, BERG. 40-51.
Après 9 heures : GUT. 76-83.

Directeur :

GUSTAVE TÉRY

ABONNEMENTS

1 An	6 Mois	3 Mois	1 MOIS
18 fr.	9 fr.	4 fr. 50	1 fr. 50

Ferons-nous dans le Levant,
installés à Salonique,
la même politique que si nous n'y étions pas ?

"RETARDÉE DANS LA TRANSMISSION"

Bucarest, 14 mai. — Les journaux de Paris sont arrivés ce matin. J'ai pillé le kiosque, et je suis rentré chez moi, pliant sous le faix. Vous manquez de papier, à Paris ? Moi, je n'en manque pas.

J'ai jeté mon paquet sur le plancher de ma chambre, et assis commodément par terre, j'ai pêché, au hasard. J'ai tout lu : la crise des transports et l'alcôlisme, la Chambre et les faits-divers. Un domestique a volé des tabatières à une comtesse. — Cet homme avait du bon sens. Il a bien compris que les comtesses n'ont pas besoin de tabatières. — Tiens ! le marquis du Fresnoy était Allemand, et s'appelait tout simplement Frantz Esken ? Je l'ai bien souvent rencontré. Il avait une figure moisie et un air bête, ce grand vieux sec. Il avait aussi la raideur d'un maître d'hôtel. J'aurais dû me méfier. Mais est-il un nom plus français et qui sonne mieux ? Marquis du Fresnoy ! Le gaillard avait du goût. Ou bien, il avait chipé le nom tout fait...

Ainsi, je lis pêle-mêle les journaux français. Et soudain mon œil est attiré par une dépêche de Bucarest. Elle est précédée de la mention « Retardée dans la transmission ». Or, cette dépêche, c'est moi qui l'ai expédiée, il y a un mois environ. Pourquoi ma dépêche a-t-elle été retardée dans la transmission, tellement bien retardée qu'elle a mis quatre jours pour arriver à destination ?

Je vous assure qu'elle ne contenait rien de subversif ni d'inquiétant. C'était une petite dépêche de rien du tout. Elle avait la prétention d'annoncer au monde que le ministre de la guerre roumain invitait les femmes pourvues de diplômes médicaux à se faire inscrire à la direction du service de santé. Et, de peur que l'on ne s'égare sur l'importance de cette éminente nouvelle, j'avais eu soin d'ajouter : « Cette mesure prouve évidemment une préparation minutieuse, mais il serait téméraire d'en déduire que la Roumanie est décidée à enfreindre la règle qu'elle s'est imposée d'une absolue neutralité ». On ne dira pas que je ne suis pas circonspect, et prudent jusqu'à la niaiserie.

Alors, pourquoi ma dépêche a-t-elle été retardée dans la transmission ?

Je sais bien l'explication : qu'on me donne, si je vais à la poste.

On me dira : « Ce n'est pas notre faute, monsieur. C'est la faute de la Russie. Nous télégraphions sans retard, nous. Mais quand votre dépêche est à Odessa, elle ne nous regarde plus. Songez que Paris est loin. Il faut que votre dépêche traverse quatre pays, après avoir franchi la frontière roumaine... »

Etc., etc.

Mais je ne crois nullement à cette explication.

Je reçois des dépêches de Paris tous les jours. Elles me parviennent en dix-huit heures. Elles ont cependant traversé la Russie. Elles me parviendraient en quinze heures, si le facteur de Bucarest ne mettait trois heures à franchir la distance qui sépare la poste de ma maison. Or, moi qui ne suis ni facteur ni champion de la course à pied, j'accomplis le même parcours en quinze minutes.

Mais il y a une censure en Roumanie. On dit même qu'il y en a trois. Il y a celle du ministre de l'intérieur, celle du ministre des affaires étrangères et celle du président du conseil. Il y a aussi celle de la poste. Mais je n'en parle point, car c'est la moins hargneuse. Quand elle a retardé une dépêche de quelques heures, elle se tient pour satisfaite.

Pour les autres, elles sont vraiment terribles. Et vous n'auriez plus le front de vous plaindre de la censure française, si vous connaissiez les censures roumaines.

Je dépose une dépêche. La journée se passe. Je pense ma dépêche partie. Je dîne de bon appétit. Et puis je me mets au lit. Je ne dors pas depuis une heure qu'un doigt impérieux frappe mon carreau. « Qui est là ? — Poste ! (La poste). » J'ouvre ma fenêtre et j'aperçois un facteur portant une lanterne. « Télégramme ! (un télégramme). — Donnez, brave homme ! » Je lui remets une petite offrande et je déchire en hâte la bande. Bon, c'est le télégraphe qui m'avertit que ma dépêche a été interdite, ou bien qu'on y a supprimé vingt mots, cent mots. Lesquels ? Je ne le saurais jamais.

Vous voudriez que je dorme, après ça ? Si je parvenais à somnoler, j'aurais des cauchemars. Je réveillerais M. Gautier, vêtu de sa barbe, est debout auprès de mon lit. Il me regarde avec

douceur. Il me dit : « Vois, mon fils, comme tu fus injuste envers moi ! »

Un de mes confrères parisiens, qui se trouve actuellement ici, a tenté, l'autre matin, d'envoyer une dépêche. Il a reçu trois jours après l'avis qu'elle avait été retenue. Il n'était pas content. D'autant moins qu'il n'avait télégraphié qu'une information parue dans plusieurs journaux roumains, et qui donc était arrivée par la poste en Allemagne, où les faussaires de l'agence Wolff avaient eu tout le loisir de la maquiller.

C'est là le pire. Grâce à la censure roumaine, l'Allemagne et l'Autriche sont dangereusement privilégiées. On l'a bien vu à propos de l'accord germano-roumain. Si on eût laissé les journalistes anglais et français télégraphier cette nouvelle en temps utile, l'opinion ne se fût pas alarmée. Les Allemands l'ont connue d'abord et ont joué leur jeu habituel. Ils ont transformé cette entente commerciale en victoire politique. Nos journaux s'y trompent, croient que la Roumanie passe à l'ennemi. Et l'agence Wolff n'a plus ensuite qu'à télégraphier à Bucarest des extraits d'articles grincheux.

Je viens de sortir dans mon jardin pour respirer la fraîcheur nocturne. Une lune tranquille et narquoise s'étalait dans le ciel. Il m'a semblé qu'elle clignait de l'œil en m'apercevant. Elle m'a dit : « De quoi te plains-tu, pauvre sot ? N'es-tu pas las de crier en tous pays contre les mêmes institutions vénérables, et imagines-tu les renverser ? Autant vaudrait tenter de m'éteindre. La censure est comme moi. Elle est éternelle et internationale, comme la lune. »

Albert Savarus

Les Communiqués

15 heures

Sur la rive gauche de la MEUSE, un combat acharné s'est livré hier et au cours de la nuit entre le MORT-HOMME et la MEUSE.

L'ennemi, à la suite d'un bombardement d'une violence inouïe, qui durait depuis deux jours, a lancé des attaques concentriques et répétées, à très gros effectifs, sur nos tranchées à l'est du MORT-HOMME et de part et d'autre du village de CUMIÈRES. Partout nos troupes ont résisté et repoussé l'ennemi qui a subi des pertes importantes.

Toutefois, dans la région au sud du bois des CAURETTES, nous avons dû évacuer notre tranchée de première ligne, complètement nivelée par le bombardement.

Au sud de CUMIÈRES, les attaques allemandes menées des deux côtés du village ont réussi d'abord à nous refouler dans la direction de la station de CHATTANCOURT. Mais une vive contre-attaque de nos troupes nous a permis de ramener l'ennemi jusqu'aux abords du village. Quelques fractions allemandes qui, à la faveur du brouillard, s'étaient glissées le long de la MEUSE jusqu'à la hauteur de la station de CHATTANCOURT, ont été complètement anéanties par nos feux.

Sur la rive droite, lutte d'artillerie intermittente.

En HAUTE-ALSACE, l'ennemi, après une intense préparation d'artillerie, a attaqué nos positions à douze cents mètres environ à l'est de SEPOIS et a pris pied dans quelques éléments de tranchée. Il en a été rejeté aussitôt par notre contre-attaque.

23 heures

Sur la rive gauche de la MEUSE, violent bombardement par obus de gros calibre de la région AVOCOURT-COTE 304.

Dans l'après-midi, au cours d'une vive attaque, nos troupes ont enlevé un ouvrage allemand fortement organisé, sur les pentes sud-ouest du MORT-HOMME. Nous avons fait deux cent vingt prisonniers, dont cinq officiers, et pris sept mitrailleuses.

Sur les pentes sud-est du MORT-HOMME, un coup de main exécuté la nuit dernière nous a permis de capturer vingt-cinq prisonniers.

Sur la rive droite, très grande activité des deux artilleries entre la MEUSE et le fort de VAUX. Aucune action d'infanterie. Nos batteries ont pris sous leur feu et dispersé des rassemblements ennemis au nord du bois des FOSSES.

Canonade intermittente sur le reste du front, plus intense dans la région est de METZÉRAL et de l'HARTMANNSWILLER-KOFF.

Sucre en poudre

Lettre ouverte à M. Malvy,
ministre de l'intérieur

Monsieur le ministre,

Ayant acheté dimanche matin, aux Halles, un kilo de fraises que la marchande m'avait déclaré être de la *Ricard*, ce qui montrait assez son ignorance horticole, je revenais chez moi assez fier de mon emplette, quand l'idée me vint tout à coup que, pour manger mes fraises, je n'avais pas de sucre en poudre et, délibérément, je pénétrais dans une épicerie.

Monsieur, dis-je au commerçant avec une grande politesse, voulez-vous être assez aimable pour me donner un quart de sucre en poudre ?

Il me toisa de la tête aux pieds et, son examen ne l'ayant sans doute pas satisfait, il répondit sans aménité :

— Non, monsieur !
— Pourquoi ? lui demandai-je étonné, mais toujours avec une parfaite urbanité.

— Parce que ça ne me plaît pas !

Et prenant à témoin une dame anémisée qui desséchait dans une caisse de verre, il ajouta : « Voyez-vous ça ! des ballots qui viennent à midi moins cinq m'em...bêter pour un quart de sucre ! »

Ma patience est angélique, mais vous savez le goût que j'ai de faire valoir mon droit.

Monsieur, lui dis-je, votre boutique est ouverte, le sucre est taxé et je ne vois pas les raisons légales que vous pourriez opposer à mon désir légitime de manger des fraises en les saupoudrant de sucre. Je vous prie donc de me faire le grand honneur de m'en donner un quart ou bien j'en serai réduit à pousser jusqu'au commissariat voisin chercher un agent qui vous obligera...

Il ne me laissa pas finir, il coupa ma phrase d'un mot énergique qui marquait le comble de sa colère et il conclut :

— Et maintenant, vous allez me f... le camp, n'est-ce pas ?

Fort de mon droit, je sortis en souriant à la recherche d'un agent que j'eus quelque peine à trouver, toutes les forces policières disponibles se tenant aux Tuileries où devait avoir lieu, l'après-midi, une audition de musique militaire. Quand je revins enfin, nanti d'un gardien de la paix, la boutique était fermée et mon compagnon narquois me fit le reproche de l'avoir dérangé pour lui montrer un magasin aux volets clos.

J'ai mangé mes fraises sans sucre et j'ai fait le récit de ma mésaventure à diverses personnes qui n'en marquèrent nul étonnement pour avoir été elles-mêmes victimes à plusieurs reprises du mauvais vouloir de l'épicerie parisienne quant au sucre en particulier. C'est pourquoi, Monsieur le ministre, je me permets de vous demander ce que vous comptez faire pour éviter des événements aussi fâcheux. Sans doute, les Prussiens sort à Noyon, c'est la guerre et la peine est bien petite de manger sans sucre un fruit savoureux en soi ; mais il est certain qu'un jour ou l'autre, les acheteurs se rebelleront et qu'à cause de la cupidité des commerçants de l'alimentation, nous verrons éclater des émeutes semblables à celles qui, prétend-on, désolent les Empires du Centre. C'est en bon citoyen soucieux de l'ordre que je vous adresse cette requête et vous demande respectueusement quel remède vous comptez apporter à l'apreté de certains fournisseurs.

Veuillez me croire, Monsieur le ministre, votre très humble serviteur.

A. LABRIGÉ.

Pour copie conforme :

Jacques Baudier

C'est le séquestré qui est séquestré

Nous avons parlé à plusieurs reprises des gisements de bauxite que nous possédons dans le Midi de la France, et dont la richesse avait excité la convoitise des Allemands bien avant la guerre. Nos ennemis étaient parvenus à acquiescer plusieurs d'entre eux et la société dite « des Bauxites de France », malgré des combinaisons destinées à lui donner une apparence française, avait été jugée suffisamment suspecte pour être mise sous séquestre dès le début des hostilités.

Nous aurons très probablement l'occasion de reparler de cette société, sur le compte de laquelle on raconte dans le Midi d'étranges histoires, mais l'heure n'est pas encore venue. Contentons-nous pour aujourd'hui de signaler un scandale qui nous paraît absolument intolérable, mais ne semble guère émouvoir ceux qui en sont journellement les témoins. Le directeur de l'usine que la « Société des Bauxites de France » possédait à Brignoles, un certain S..., boche authentique, fut interné, lors de la déclaration de guerre, dans un camp de concentration installé près de la ville.

Quand nous disons interné, c'est une façon de parler, car non seulement ce pri-

sonnier pour rire est libre comme l'air, mais il est de plus employé à la sous-préfecture ainsi que six de ses codétenus, boches comme lui. S... a même reçu un poste de confiance, car c'est lui qui est chargé de porter le courrier administratif à la gare.

« Excellente combinaison », dit-on, à la sous-préfecture, on économise ainsi du personnel et on fait travailler des prisonniers, ce que l'opinion publique réclamait depuis longtemps.

Ce merveilleux raisonnement a été si vivement apprécié par le séquestre de l'usine que dirigeait S... qu'il n'a pas hésité à faire à son tour appel au concours de ce dernier.

« Mieux que quiconque, s'est-il dit, S... connaît l'affaire, il est donc tout naturel qu'il m'aide de ses conseils. »

Et, depuis, l'Allemand collabore avec le séquestre, ou plutôt fait ce que bon lui semble et continue à gérer fidèlement les intérêts de ses compatriotes. La Ligue anti-allemande de Marseille connaît depuis longtemps ce scandale, elle prétend même en connaître bien d'autres.

L'APOTHÉOSE ?

Gallieni a rempli une des plus belles destinées d'homme qui se puissent rêver. Une carrière constamment brillante, pour finir dans cette réussite vertigineuse : sauver Paris ! Et sauver Paris dans un moment où Paris cristallisait le sort d'une guerre qui décidait elle-même de l'avenir du monde !

C'est pourquoi je vais vous dire : je trouve que nous ne faisons pas assez d'embarras autour de son cercueil...

— Quoi ? Des obsèques nationales, le président de la République, l'archevêque de Paris, l'exposition pendant trois jours dans la chapelle martiale des Invalides, sous la splendide rangée des fenêtres que Mansard semble avoir ouvertes à coups de boulet dans des poitrails d'armures, ce n'est pas assez ? Et, de ce cadre militaire, où les avions et les canons boches prisonniers faisaient au général mort un décor de champ de bataille, sortir, pour traverser tout Paris, sous les couronnes d'orchidées, sous les drapeaux flottants, sous les musiques tonnantes, ce n'est pas énorme ? Que pouvions-nous de plus ?

— Vous pouviez exposer le cercueil de Gallieni sous l'Arc de Triomphe.

— Oh ! oh ! c'est gros... On a risqué cela pour Victor Hugo, qui avait fini par être une espèce de pape. On ne l'a fait ni pour Renan, ni pour Gambetta, ni pour Pasteur. Nous ne pouvions tout de même pas mettre Gallieni au-dessus de ces colosses de gloire et de popularité !

— Le sauveur de Paris, si ! C'est une chose que la censure ne m'aurait pas laissé dire tant qu'il était vivant. Il faut être mort, dans une démocratie, pour avoir le droit d'être un dieu. Gallieni est mort. Pourquoi, pourquoi n'en faisons-nous pas un dieu ?

— Il vous faut donc des idoles ?

— Peut-être ! Tandis que l'Allemagne divinise ses Hindenburg et ses Mackensen, je vois la France modeste à l'excès. Il y a quarante-cinq ans que, dans toutes les capitales étrangères, les ambassadeurs de France semblent avoir reçu la consigne de l'effacement. Nous trouvons cela de bon ton. Plus le parvenu prussien étalait ses bottes sur la table, plus nous affectons de serrer les coudes au corps. Plus l'autre abusait du « kolossal », plus nous nous réfugiions dans le gris-perle et la demi-teinte.

Or, le sauvetage de Paris, en septembre 1914, n'est pas une chose gris-perle, n'est pas un événement de demi-teinte, mais une action dont on parlera encore dans mille ans, dont on parlera encore quand l'Arc de Triomphe sera devenu un monument aussi désuet que les Pyramides.

Nous tenions l'homme qui a fait cela. N'avions-nous pas intérêt à le grandir de tout notre pouvoir, à le dresser sur le plus haut piédestal de la cité ?

Comme on ne saurait pas Paris tous les jours, on ne m'accusera pas de vouloir créer un précédent. On m'objectera même que mon idée vient un peu tard. Mais son principe dépasse les obsèques d'aujourd'hui. Le voici : nous faisons des choses grandes ; prenons-en mieux conscience !

L'histoire de France ne sera pas seulement telle que nous la vivons, mais telle que nous l'écrivons. Écrivons-la donc avec une encre dorée et des caractères majuscules ! Elle en vaut la peine.

Maurice de Waleffe

Tandis que les ennemis attaquent...

L'offensive bulgare en Macédoine tient à un plan concerté entre les souverains contre lesquels combat l'Entente. Ferdinand de Bulgarie avance, d'accord avec le Kaiser, sur les lignes de moindre résistance : l'Albanie lui paraissant un terrain trop difficile, c'est dans la vallée de la Strouma qu'il pénètre, c'est vers Cavalla qu'il descend. Sacrifier des millions d'hommes pour fixer les Français devant Verdun et les Italiens aux portes du Trentin, tâter en même temps les Russes sur le front oriental et les Anglais en Artois, prendre des gages en Orient pour une « plus grande Bulgarie » ; pendant ce temps, pousser des sapes diplomatiques auprès des chefs d'Etat neutres, candidats au rôle de médiateur, tout cela représente la politique de quelqu'un qui cherche la paix, qui est pressé de la trouver, — mais c'est une politique tout de même !

En face de cette activité, intense comme une fièvre, la petite Grèce est défaillante, c'est entendu ; complice ou dupe, le ministère de M. Skouloudis réduit l'existence nationale à une agonie qui a déjà quelques caractères de la mort. Des sauveurs de l'hellénisme surgiront-ils ? Nous le souhaitons ardemment, nous tous qui vénérons en la Grèce ancienne une des patries de la civilisation et de l'art ; un peu de vigueur, de la part de nos dirigeants, nous permettrait, sans doute, de n'en pas rester aux souhaits.

Alors que les Grecs se débattent, en effet, que faisons-nous nous-mêmes ? Est-il acceptable qu'après deux ans de guerre tout à l'heure, l'ennemi demeure libre de frapper partout, là où il veut, sans avoir à subir aucune riposte ? Ou en serions-nous, devant Verdun, si nous avions cédé sans contre-attaquer ? Les Alliés ont une armée à Salonique ; l'y ont-ils envoyée, au prix de mille difficultés, ont-ils fait ce prodige de la renforcer d'une armée serbe reconstituée, pour transformer toutes ces troupes en une garnison dans les parcs à moustiques du Bas-Varadar ?

La Grèce, en s'abandonnant aux agresseurs qui la frappent, complique la situation des Alliés ; c'est une attitude que, toutes considérations de personnes écartées, l'Entente ne doit pas admettre. Les Germano-Bulgares, maîtres de Cavalla, leurs sous-marins auront une excellente base à eux, tandis qu'ils sont actuellement forcés de se contenter d'installations de fortune et de complications certaines, souvent en territoire grec ; par respect pour nos combattants, nous avons le devoir strict, et les marines alliées ont les moyens, de nous assurer diverses positions stratégiques, et de ne pas souffrir que des ennemis s'établissent dans d'autres. Puis le ravitaillement total de la Grèce, farine, sucre, légumes — argent aussi ! — est entre nos mains... L'heure est passée d'une politique de sentiment.

Louis Bacqué

MAIGRÉ LA CENSURE...

Il est un excellent moyen de braver impunément les foudres de la censure. Par malheur, ce moyen n'est pas à la portée de tous les journalistes.

M. Fernand Engerand vient d'en user avec un spirituel à-propos.

Nos lecteurs se rappellent que le député du Calvados, par la voie de l'Officiel, avait posé au ministre de la guerre une question sur les mines de Normandie. Pourquoi l'autorité militaire avait-elle mis des centaines d'ouvriers mineurs à la disposition des uns, en les refusant aux autres ?

M. Engerand avait cru devoir préciser le sens et marquer l'importance de cette question par une lettre au ministre de la guerre, et, pensant que cette lettre était susceptible d'intéresser les habitants du Calvados, il l'avait donnée à un journal de Caen.

Mais Anastasie veillait, et elle a interdit la publication de la lettre.

Qu'a fait M. Engerand ? Il a repris sa lettre et s'est contenté d'en changer le destinataire. Elle n'est plus adressée au ministre, mais bien aux députés, et devient — sans qu'il soit nécessaire d'y changer une syllabe — l'exposé des motifs d'un « projet de résolution invitant le gouvernement à intensifier, pour les besoins de la défense nationale, l'exploitation des mines de fer du Calvados ».

Du coup, la lettre de M. Engerand devient un document officiel, et Anastasie est bien obligée de rengainer ses ciseaux.

Nous nous hâtons d'en profiter pour

publier ce suggestif « exposé des motifs », qui éclaire d'un nouveau jour un des plus graves problèmes de l'heure présente.

Messieurs,
Parmi les dix-sept concessions de mines de fer du Calvados et de l'Orne, trois — Saint-Remy, May-sur-Orne, Saint-André — produisant du minerai hématite à 48 ou 52 0/0 de fer. Ces mines sont sur le réseau Etat même, et deux d'entre elles à huit et neuf kilomètres du port de Caen. Leur minerai hématite présente cet avantage, appréciable surtout aujourd'hui, de pouvoir être introduit directement dans les hauts-fourneaux.

Les autres mines produisent du minerai dit carbonaté parce que, avant son introduction dans le haut-fourneau, on doit, pour relever sa teneur ferrugineuse et la porter à 40 0/0 en moyenne, le calciner à la mine dans des fours spéciaux, — ce qui nécessite trois fois plus de main-d'œuvre et l'emploi de charbon, dont vous savez le prix : d'où nécessairement réduction du tonnage et augmentation du prix de revient.

J'ajoute que les trois mines à minerai hématite, que je viens de citer, n'ont pas cessé d'être entretenues pendant la guerre ; avant, elles fournissaient, ensemble et sans travail de nuit, un tonnage mensuel de 30 à 32.000 tonnes. Les autres mines, au contraire, ne furent pas entretenues ; leurs exploitants les laisseront noyer.

Cela étant, il vous apparaît comme à moi que l'intérêt de la défense nationale prescrivait la mise en exploitation, avant toutes autres, des mines à minerai hématite, de façon à leur faire donner leur plein rendement. Il fallait pour cela y mettre la main-d'œuvre nécessaire. A toutes les demandes adressées par ces mines l'autorité militaire a répondu par un refus pressenti systématique : l'extraction, au lieu de 32.000 tonnes, n'a pu, en conséquence, être que de 7.000 tonnes par mois — et, je le répète, d'un minerai hématite de 48 à 52 0/0 de fer.

Or, l'autorité militaire qui refusait cette main-d'œuvre militaire à ces mines à minerai hématite, a mis par centaines des militaires, même de l'armée active, à la disposition des mines d'Halouze et de la Ferrière-aux-Étangs, dans l'Orne, que leurs exploitants avaient laissé noyer, et qui ne produisent qu'un minerai carbonaté dont l'emploi est bien plus compliqué et dispendieux.

Pourtant l'intérêt de la défense nationale commandait de mettre d'abord des hommes en sursis d'appel dans les exploitations où le minerai donnait, sans grillage, 48 à 52 0/0 de fer et où un homme peut extraire trois tonnes de minerai, et ensuite, s'il se pouvait, dans les mines produisant du minerai carbonaté à 40 0/0 de fer et où la production par homme, si mes renseignements sont exacts, n'est pas même arrivée à une tonne, et même, dans l'une des mines bénéficiaires de cette main-d'œuvre militaire, serait encore à zéro.

Je suis sûr que je n'aurais besoin que de signaler ce fait pour que vous y mettiez un terme et que vous invitiez le gouvernement à donner à notre production minière du Calvados les moyens de développer son extraction essentielle à la défense nationale.

Avant la guerre, la direction des mines avait commis la lourde faute de laisser se concentrer dans le seul département de Meurthe-et-Moselle 90 0/0 de la production minière de la France : il faut espérer que ces erreurs d'avant la guerre ne persisteront pas après, et à plus forte raison pendant.

En conséquence, messieurs, j'ai l'honneur de vous présenter la proposition de résolution suivante :

PROPOSITION DE RESOLUTION

La Chambre invite le gouvernement à intensifier l'exploitation des mines de fer du Calvados et à faciliter cette exploitation en attribuant d'abord la main-d'œuvre militaire aux mines, donnant un minerai hématite, et dont l'ennemi n'a pas été abandonné depuis la guerre.

Il n'est pas inutile d'ajouter que l'une des trois concessions qu'on néglige d'exploiter appartient à des Boches et est présentement sous séquestre.

D'un marché à l'autre

AUX HALLES

La réglementation de la « resserre »

Voici les premières mesures que M. Laurent, préfet de police, a prises pour la disparition de la « resserre » en ce qui concerne la volaille et le poisson. C'est un commencement de satisfaction donné à la population parisienne. Espérons que le préfet de police ne s'en tiendra pas là.

VENTE AU DÉTAIL

de la volaille invendue sur le marché de gros

« A dater du samedi 3 juin prochain, tous les jours, de 9 heures à 10 heures 1/2 du matin, sauf le lundi, jour de fermeture du marché, les marchandises invendues à la vente en gros de la volaille seront offertes en vente au détail à tous les acheteurs. »

« En aucun cas, le prix de vente ne pourra être supérieur au cours de gros le plus bas obtenu le matin pour chacune de ces qualités de marchandises. »

« Ce prix sera relevé et affiché sur le marché par les soins du représentant de l'administration. »

« Sont seuls exceptés des présentes dispositions les animaux vivants et les arrivages en retard livrés aux pavillons après 8 heures 30. »

« Le préfet de police : LAURENT. »

Une circulaire analogue réglemente la vente au détail du poisson invendu sur le marché de gros.

Les Anglais dans l'Est-Africain

Londres, 31 mai. — Une colonne britannique descendant le long de la rivière Pangani a atteint l'extrémité sud de la chaîne de Monto-Paro et a constaté, le 29 mai, que l'ennemi occupait, dans le voisinage de Nikocheni, une forte position retranchée sur un col étroit, entre les montagnes et la rivière.

HORS D'ŒUVRE

C'est la faute aux ménagères !

La loi de l'offre et de la demande n'est pas seulement une loi économique : c'est une loi psychologique.

Elle a pour ressort un sentiment humain assez vil, mais parfaitement désintéressé : le sentiment de la « rosserie ». Et elle tient tout entière dans le refrain de la première des « chansons rosses » :

J'ai du bon tabac dans ma tabatière
J'ai du bon tabac ; tu n'en auras pas.

C'est en vertu de ce sentiment que les cochers de fiacre et les conducteurs d'auto-taxis préfèrent à tout lucre possible le plaisir certain de voir le bourgeois mariner dans la boue par les temps d'orage.

C'est en vertu de ce sentiment que les marchands de charbon, cet hiver, ont défendu jalousement contre les commandes la moindre parcelle de leur anthracite, consentant avec joie à mourir eux-mêmes de faim, pourvu que leurs clients meurent de froid.

C'est en vertu de ce sentiment que le grand épicier du boulevard Sébastopol, comme le petit épicier de Montrouge refusent aujourd'hui le moindre morceau de sucre aux ménagères.

Mais les épiciers joignent à la plus détestable rosserie l'ironie la plus délicate. Ils ne vendent pas de sucre, mais ils donnent gratuitement le sel attique.

Lisez le Communiqué officiel du Syndicat de l'Épicerie :

« Si nous n'avons plus de sucre, c'est par la faute des ménagères. Depuis le temps qu'elles nous achètent du sucre, comment voulez-vous que nous en ayons encore ? Le sucre n'est plus chez nous ; il est chez elles. »

Et le petit épicier de Montrouge accueille la cliente avec un petit air farceur :

— Du sucre ? Allons donc... Vous en avez plus que moi ! »

Si on constate une disette de sucre, c'est certainement par la faute des ménagères qui viennent en demander aux épiciers.

De même, s'il y a un encombrement dans le métro, c'est par la faute des voyageurs.

Pourquoi les voyageurs et les ménagères ne restent-ils pas chez eux ?

ZETTE.

Un anniversaire

Un de nos confrères rappelle chaque jour l'événement mémorable qui eut lieu à pareille date en 1914.

Hier, l'événement mémorable était commémoré comme suit :

31 mai 1914. — M. Caillaux est victime d'un accident d'automobile.

Du mode conditionnel

Il convient de féliciter l'Agence Havas qui vient, la première, d'appliquer une heureuse innovation dans la presse de guerre : elle a décidé de rédiger sur le mode conditionnel toutes les nouvelles d'Allemagne, d'Autriche et de Turquie.

Exemples :

ALLEMAGNE. — Un individu aurait tenté de cambrioler, pendant la nuit, le bureau de poste de Zoppot (Prusse).

— Liebknecht aurait eu une vive altercation avec le juge chargé de poursuivre l'instruction de son affaire. Il aurait menacé le juge. Liebknecht aurait été mis au secret.

TURQUIE. — Enver pacha voyagerait depuis quelque temps en Anatolie et se serait trouvé à Bagdad le 25 mai.

Si cette sage rédaction avait été adoptée dès le début de la guerre, beaucoup d'optimistes ne seraient pas devenus pessimistes par suite de continuelles désillusions.

M. Lebeureau s'amuse

Plus de deux cents mandats-poste de dix et de vingt centimes, envoyés par des commandants de dépôts à des hommes travaillant dans des usines, arrivent chaque mois au bureau de C..., important centre industriel.

L'officier chef de service, en ayant accusé réception, envoie chaque mandat, agrémenté d'une nouvelle note, d'un nouveau cachet et d'une nouvelle signature au directeur de l'usine où se trouve l'intéressé. Le directeur de l'usine accuse réception et inscrit les sommes sur un registre spécial.

Après quoi le mandat est délivré, contre reçu, à l'intéressé, qui n'a plus qu'à se munir de ses pièces d'identité et à se rendre à la poste où il touchera sa pièce de deux sous contre nouvelle signature... s'il y a encore place pour une signature sur le mandat.

Camions illustrés

Beaucoup de sections d'automobiles ont peint sur leurs camions des objets qui servent à les distinguer des voitures appartenant à d'autres sections.

L'Echo des Goubis a relevé quelques-uns de ces insignes, qui sont quelquefois des symboles. La Fortune se voit beaucoup, filant en troisième vitesse sur sa roue unique. D'autres dessins représentent un drapeau, le lion belge, des glaives croisés, une croix, un cœur, un éléphant qui court, une pipe noire, un chat noir, un croissant, une roue rouge dentelée, un Chantecler multicolore, un dragon vert ailé lançant des flammes rouges, un trèfle à quatre feuilles, une pie, une croix de Lorraine, etc...

A Verdun, les camions militaires ont même d'autres manières de s'illustrer.

LE SUCCESSION DE M. JULES GAUTIER

La présidence du conseil nous communique la note suivante :

« M. Pierre Maruéjouls, ministre plénipotentiaire, est, par décision du ministre de la guerre, chargé de la direction générale des relations avec la presse, en remplacement de M. Jules Gautier, conseiller d'Etat, qui a demandé à en être relevé pour être chargé, par le président du conseil, ministre des affaires étrangères, d'une mission se rapportant aux œuvres de propagande de l'Alliance française, dont il est président. »

Ajoutons que le colonel Bayonet, breveté d'état-major, est adjoint au directeur général des relations avec la presse.

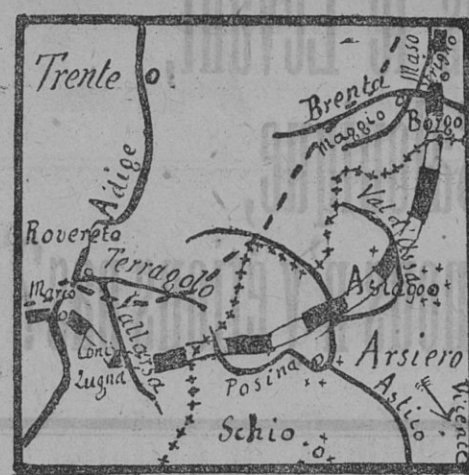
L'Allemand Geissler condamné

La dixième chambre du tribunal correctionnel, présidée par M. Hubert du Puy, a rendu, hier, son jugement dans l'affaire de l'Allemand Geissler, président du conseil d'administration et administrateur-délégué de la société des hôtels de l'Etoile.

Le tribunal, après des attendus qui résument les inculpations mises en évidence au cours des débats, condamne Geissler à trois ans de prison, 3.000 francs d'amende et 150.000 francs de restitution entre les mains de M. Reynaud, liquidateur de la société.

Geissler, par contre, est acquitté du chef de l'abus de confiance envers la société de l'hôtel Regina, ainsi qu'envers la société Johnson et la Banque régionale.

Au Trentin



Par toutes les vallées qui conduisent du Bas-Trentin en Vénétie, voici quinze jours déjà que les colonnes autrichiennes poursuivent leur offensive.

A l'aile droite, entre l'Adige (val Lagarina) et son affluent, le Valarsa, elles ont dû s'arrêter à 6 kilomètres de leur point de départ, devant les défenseurs du Coni Zugna.

Au centre, elles sont arrivées, en suivant la Posina et l'Asico, au pied des forêts d'Arsiero ; entre l'Asico et le val d'Arsa, elles ont atteint le plateau des Sept Communes, qu'elles couronnent et d'où elles dominent Asiago. Leur avance est en moyenne de 15 kilomètres.

Quant à l'aile gauche, elle a atteint Strigno, dans le val Sugana (Brenta).

La nature du pays, la nécessité de hisser les canons à la corde sur des cimes élevées, la résistance de l'adversaire, sont autant de raisons qui devaient faire prévoir aux troupes de l'archiduc qu'elles ne progresseraient point plus vite.

La situation qui résulte de ces faits est, comme de coutume, différemment appréciée, selon les tempéraments.

Les optimistes disent que le recul des Italiens ne doit inspirer aucune inquiétude. L'élan de l'ennemi a déjà diminué d'intensité. Les positions perdues n'avaient de valeur qu'au point de vue offensif. Avant de poursuivre, l'ennemi devra amener en bonne place, au prix des plus grandes difficultés, les centaines de pièces lourdes qui ont appuyé son premier bond.

Les pessimistes, au contraire, prétendent que les Autrichiens ont accompli le plus difficile de leur tâche. Ils tiennent toutes les positions dominantes et n'ont plus qu'à descendre. Ils ont déjà enlevé les forêts les plus avancées du système défensif Arsiero-Asiago, dernière barrière avant la plaine. Leur moral ne fera que grandir à chaque pas de plus sur le sol italien.

Ils les voient déjà maîtres de Vicence, qui est à 25 kilomètres d'Arsiero ; de là à Venise, 50 kilomètres seulement restent à franchir. Ils supputent tout ce que leur procureur, en tant que denrées et matières premières, l'exploitation de la contrée envahie. Et on sait combien nos ennemis sont passés maîtres dans l'art d'exploiter.

Ils insistent sur la situation stratégique dans laquelle se trouveront les armées italiennes de Carniole et de l'Isont. En tout cas, tout espoir de prendre Trente doit être à jamais abandonné.

Ceux qui ne sont ni optimistes ni pessimistes songent tout simplement que, si le généralissime italien prévoit réellement un tel danger, il repliera toutes ses troupes sur l'Adige. Dans ce cas, — peut-être alors conviendrait-il de se hâter — celles-ci continueraient néanmoins à jouer le rôle qui semble leur avoir été dévolu, jusqu'à présent : rétenir, sur ce théâtre d'opérations, trois ou quatre cent mille Autrichiens.

C'est toujours cela de moins sur d'autres fronts.

D'autres encore songent que, jadis, certain général autrichien, nommé Wurms, descendit, lui aussi, à plusieurs reprises, par ces mêmes vallées de l'Adige, de la Brenta et affluents. Or, chaque fois qu'il essaya d'en déboucher, il trouva justement en face de lui un petit général français tout prêt à lui asséner un coup formidable.

Ce petit général s'appelait Bonaparte, et nous aimons à croire que l'état-major italien a étudié plus d'une fois, sur place, la façon dont il s'y prenait.

Général Verraux

Je prie l'officier supérieur D. B. qui m'a écrit le 20 mai de vouloir bien me donner son adresse.

LES IMPOTS NOUVEAUX

Le ministre des finances a été entendu par la commission du budget, hier. M. Ribot a donné des explications sur le projet du gouvernement en ce qui concerne les augmentations d'impôts. Il a montré qu'on ne pouvait tout demander ni aux impôts directs, ni aux impôts de consommation, et qu'il était indispensable de faire un partage équitable entre ces deux sources d'impôts. Il a développé les raisons qui ne permettent pas d'établir en ce moment une contribution de guerre sur la fortune. Il serait injuste de frapper d'un impôt des capitaux qui ne produisent pas de revenus ou qui ne produisent que des revenus diminués. On s'exposerait à provoquer une crise en obligeant les proprié-

taires de ces capitaux à les aliéner ou à emprunter à des conditions onéreuses. C'est donc à une augmentation des impôts sur le revenu qu'il faut demander une partie des ressources dont on a besoin.

Pour aboutir vite, le ministre a proposé d'augmenter provisoirement les impôts directs existants, à l'exception de celui des portes et fenêtres, en accordant aux contribuables qui auraient à souffrir de ces augmentations tous les tempéraments nécessaires. Il a, en même temps, demandé au Sénat de reprendre et de pousser rapidement l'examen des points restés en suspens.

La commission a finalement voté la résolution suivante :

Après avoir entendu le ministre, la commission, considérant que le doublement des contributions directes actuelles ne ferait qu'accroître les inégalités et les injustices :

Considérant que la somme de 275 millions recherchée par le ministre des finances peut être obtenue par un autre système de taxes directes :

Considérant que le temps manque pour arriver à un accord particulièrement désirable entre le gouvernement et les deux assemblées avant le vote des douzièmes qui doit intervenir d'ici le 30 juin, a demandé, à l'unanimité, au ministre des finances, de rattacher les divers impôts à la loi des contributions directes qui doit être votée avant le 15 août.

M. Ribot a dit qu'il ferait connaître sa réponse. La commission se prononcera définitivement dès qu'elle l'aura reçue.

LES FUNÉRAILLES DU GÉNÉRAL GALLIENI

Paris fera aujourd'hui au général Gallieni les obsèques dues au grand chef qui contribua par son admirable initiative à sauver la capitale.

Il semble que tout se soit associé pour faire de cette journée un jour de deuil national : la plupart des théâtres renonçant à leur matinée du jeudi ont décidé de faire relâche et les magasins fermeront à partir de midi. Quant à la population parisienne, en ce jour férié qu'est l'Ascension, elle tiendra, dans un mouvement unanime, à venir rendre à notre ancien gouverneur militaire de Paris l'hommage que mérite le rôle de premier plan qu'il a joué au cours de notre glorieuse bataille de la Marne.

Hier déjà, le public qui a été admis à défiler aux Invalides devant le cercueil du général Gallieni a été témoin de ces mesures d'ordre ont dû être prises et qu'il a fallu canaliser la foule à partir de la rue Saint-Dominique. Tous les ministres sont venus s'incliner devant la dépouille de leur ancien collègue, et c'était un spectacle émouvant que de voir, fraternisant dans un même sentiment de reconnaissance et de douleur, les membres du Gouvernement et du Parlement, ainsi que de nombreux permissionnaires et mutilés de la guerre qui avaient tenu à attester par cette pieuse démarche leurs souvenirs communs de la preuve et leur commune confiance dans la victoire.

Placé sur un catafalque, sous le porche de la chapelle St-Louis, le cercueil a été dès la première heure veillé par la garde d'honneur de quatre officiers et par le piquet fourni par le 237^e territorial. Une délégation de jeunes soldats coloniaux est venue vers dix heures déposer une superbe couronne sur laquelle se lisait cette inscription : « Au général Gallieni, ses enfants malgaches reconnaissants ». Les élèves du Prytanée militaire avaient également envoyé une couronne à leur « illustre ancien ». De nombreux bouquets furent, au cours de la journée, pieusement offerts par des admirateurs anonymes. Et c'est un spectacle véritablement touchant que celui de ces milliers de Parisiens venant s'incliner devant le catafalque sous le grand tableau symbolique de Joseph Aubert : Nos Martyrs, dans l'encadrement glorieux des drapeaux allemands pris à l'ennemi.

La cérémonie d'aujourd'hui

C'est le général Dubail, gouverneur militaire de Paris, qui prendra lui-même le commandement des troupes. De nombreuses délégations participeront aux obsèques. Les chauffeurs de taxis de la bataille de l'Ouroq ont réclamé comme un honneur et comme une récompense de suivre la dénouille du général Gallieni dans leurs voitures décorées de drapeaux aux cravates de crêpe.

Toutes les délégations devront être réunies sur la terrasse du jardin de l'hôtel des Invalides avant une heure et demie. Parmi celles qui ont déjà manifesté leur désir d'assister aux funérailles nationales du général Gallieni, nous pouvons citer celle de la Ligue des Patriotes, celle des Vétérans de 1870-1871 et celle du Conseil de l'Ordre des avocats qui, pour la première fois depuis 1810, participera à une cérémonie publique.

Quant au public qui sera admis dans la cour des Invalides pour la cérémonie des obsèques du général Gallieni, il entrera de midi à une heure.

A Saint-Raphaël

Le conseil municipal de Saint-Raphaël a été convoqué extraordinairement hier après-midi, en vue de dispositions à prendre pour les funérailles et l'inhumation du général Gallieni dans le tombeau de famille où reposait déjà Mme Gallieni.

La ville de Saint-Raphaël participera aux frais des funérailles auxquelles assisteront toutes les autorités du département.

Le corps du général Gallieni arrivera à Saint-Raphaël demain vendredi.

"L'Œuvre" des Réfugiés

SOUVENIRS ET NOUVELLES DES PAYS ENVAHIS

Impersonnalité Irresponsabilité

Il est bien certain que l'envahissement et l'occupation de nos régions du Nord et du Nord-Est, dans les conditions où ils se sont produits, auront pour première et inévitable conséquence une grande augmentation des pertes subies par les habitants, entraînant naturellement une augmentation correspondante des indemnités qu'ils réclameront. Combien de pauvres gens qui, en août 1914, avaient fui devant l'ennemi, avec la pensée que la guerre serait terminée pour la fin de cette même année, vivent d'expédients depuis bientôt deux ans et ne savent littéralement plus à quels saints se vouer ! On ne se trouvera donc pas, ainsi qu'on avait pu le croire, en présence de pertes relatives, assez faciles à compenser : hélas, non ! il s'agit bien réellement de pertes totales ; la ruine sera complète partout et pour tous ; il n'y aura plus d'indemnité correspondante à des dommages déterminés : tout est à refaire !

Or, peut-on songer à revenir maintenant sur des résolutions prises et que l'on connaît ? Le Parlement a coupé les ponts derrière lui, le jour où il a décidé, à l'unanimité, que tout sinistré aurait droit à la réparation intégrale de tous les dommages éprouvés. On est ici sur le terrain de l'absolu. Allez donc dire aujourd'hui à des malheureux, à qui vous avez fait cette promesse — que dis-je ? devant qui vous avez pris cet engagement solennel — allez donc leur dire que votre généreux élan vous a peut-être emporté trop loin ; que vous n'avez pas prévu toute l'étendue des pertes dont on vous apporterait le douloureux bilan ; que, les conditions ayant changé, il faudra revenir aussi sur les résolutions prises ; et que, là où l'absolu apparaît impossible, force sera bien de se rabattre sur le relatif. C'est cependant cette éventualité-là qu'il serait honnête et courageux d'envisager aujourd'hui. Qui donc y songe ? Jamais, au contraire, on n'a plus hautement multiplié les affirmations, et chaque fois qu'il s'agit de dommages de guerre, la même antienne se répète, sous la même forme et dans les mêmes termes : « Mais c'est entendu ! Mais le Parlement l'a voté ainsi ! Mais tous les dommages seront couverts, intégralement couverts !... » Ce serait à voter, d'ailleurs, que le Parlement voterait encore, avec la même inconscience. Pourquoi ? Tout simplement parce que l'action du Parlement s'arrête à la décision prise, au vote émis, et que nos législateurs laissent bravement à d'autres le soin de passer à l'application. Avec quoi ? Comment ? Ce sera leur affaire, à ceux-là qui s'appellent le Gouvernement.

Ah ! on lui a mis là une jolie besogne sur les bras, au Gouvernement ! Se rend-il bien compte des difficultés insurmontables auxquelles il va se heurter ? Mais parfaitement. Et à quoi donc servirait cette admirable institution des commissions qui est comme un rideau derrière lequel se frotte aujourd'hui, loin des regards curieux, toute la cuisine du parlementarisme.

Avec la même sérénité que le Parlement a montrée jadis, après avoir voté le droit aux réparations intégrales, il dit au Gouvernement : « Quant à l'exé-

cution, arrangez-vous », le Gouvernement se tourne aujourd'hui vers le pays et lui tient ce langage : « Je veux mettre mon libéralisme et mon impartialité au-dessus de tout soupçon : dans cette affaire où il s'agit d'évaluation de dommages et de répartition d'indemnités, c'est aux intéressés à s'arranger entre eux. Je passe donc tous mes pouvoirs aux délégués des sinistrés qui, constitués en commissions locales, feront la besogne avec une indépendance absolue, une compétence certaine et le maximum de l'impartialité. Je ne veux pas vous indemniser ; indemnisez-vous vous-mêmes, pauvres sinistrés ! »

Voilà bien clairement fonctionner ici tout le mécanisme des impersonnels et des irresponsables ? Le Parlement décide et s'en tient là ; que le Gouvernement applique ! Pas du tout. Que ce soit les intéressés qui fassent eux-mêmes cette application, reprend à son tour le Gouvernement : ce qu'ils feront sera bien fait.

Ainsi voilà, sur un pareil terrain, en présence d'une question si grave, des commissions locales, sur la composition desquelles on n'est même pas d'accord à cette heure, dès maintenant investies de ces redoutables pouvoirs d'évaluation et de répartition. Evaluation de dommages, c'est entendu ; mais répartition de quoi puisque, à l'égard des voies et moyens, rien n'est encore fait. Des situations très délicates devront être examinées ; des millions et des millions pourront être distribués... et, à aucun degré de cette hiérarchie, on ne trouvera ni une personnalité ni une responsabilité ! Je sais même un préfet qui, déjà, a réalisé ce qui apparaîtra certainement comme un idéal d'organisation administrative. Le ministre l'ayant invité à préparer, dès maintenant, ces fameuses commissions départementales, ledit préfet a tout de suite sous-hiérarchisé la chose. Une première commission, siégeant à la commune, connaîtra des dommages locaux et recevra les premières réclamations. Seconde commission, au chef-lieu de canton, qui examinera et contrôlera le travail de la commission communale, constituera « le dossier », et apportera des propositions fermes, en regard de chaque demande. Enfin, au chef-lieu du département, troisième commission — supérieure celle-là — d'appel et de révision, devant laquelle devront être portées toutes les réclamations des intéressés. Est-ce assez joli ? Est-ce assez pur ? assez méthodique ? Seulement cette délicate machine ne fonctionnerait que dans des conditions très normales, alors que chaque chose viendrait à son heure et se ferait en son temps.

En sommes-nous là ? Et la question qui se pose aujourd'hui n'est-elle pas celle-ci, en somme : qu'il vaudrait mieux un peu moins de fo-o-ormalisme et un peu plus de résultats ?

A. Cortilliot

Notez ceci :

Conférence de l'abbé Wetterlé

Sous les auspices de notre confrère l'Alsacien-Lorrain de Paris (1, rue de Médicis, Paris-VI), M. l'abbé Wetterlé, ancien député d'Alsace-Lorraine, fera samedi prochain, 3 juin, à huit heures et demie du soir, à la salle de la Société de Géographie, 184, boulevard Saint-Germain, une conférence sur « l'Alsace-Lorraine d'hier et de demain ». Toutes les places doivent être retirées à l'avance, aux bureaux de l'Alsacien Lorrain ou à la salle de la Société de Géographie.

La Fédération des Sinistrés

Il faut féliciter sans réserve les associations départementales de sinistrés de s'être constituées en fédération et d'avoir ainsi mis en commun leur influence et leurs efforts « en vue de réaliser, par tous les moyens légaux, la réparation intégrale des dommages causés à la propriété privée sous toutes ses formes ».

C'est M. Louis Nicolle, président de l'Association des sinistrés du département du Nord, qui a été appelé à l'honneur difficile de présider cette fédération. Nous sommes persuadés qu'il défendra jalousement l'unité de vue indispensable dans une entreprise aussi vaste que celle-là et qu'il veillera à ce que les différentes associations n'éparpillent pas leurs forces et gardent jusqu'au bout la plus étroite cohésion.

Complexes, en vérité, sont les questions qu'il faudra élucider dans le plus bref délai possible. En premier lieu se pose celle de la restauration immédiate des immeubles endommagés et de la construction par l'Etat et par les sociétés particulières d'habris provisoires. Il sera nécessaire aussi de guider le Parlement dans les mesures qu'il croira devoir prendre en vue de l'extension, de l'aménagement et de l'embellissement des cités et villages reconstruits. Ne devra-t-on pas aussi, dans l'intérêt commun de l'Etat, des communes et des particuliers, rechercher les bases d'une méthode d'évaluation pour les bois et les forêts endommagées par le bombardement et le creusement des tranchées ?

Le droit à la réparation, la loi du 26 décembre 1914 l'a solennellement proclamé. Hélas ! la loi spéciale annoncée en 1914 n'est pas encore votée. Le décret de février 1915, qui a organisé — improvisé — pour la réparation, une procédure de circonstance, a plutôt amené une confusion qu'une amélioration dans le sort des sinistrés. N'est-il pas douloureux de constater, par exemple, que, dans une ville des environs de Paris, où l'ennemi a incendié plus de 100 maisons, en septembre 1914, aucun dommage immobilier n'est encore évalué, aucun acompte n'est versé.

Cela suffit à montrer quelle entente absolue doit régner entre tous les réfugiés frustrés de leurs biens, de leur commerce, de leur industrie, de leur terre, s'ils veulent surmonter l'apathie parlementaire et obtenir de proches résultats. Ils auront pour devoir d'exiger sans faiblesse la réparation intégrale des dommages, de se défendre résolument contre la tendance regrettable, chez certains citoyens, à traiter les sinistrés en suspects ou en citoyens de second degré, et aussi de secouer l'autoritarisme des décrets et des commissions pour réclamer la justice et non l'arbitraire.

Grâce à la fédération, cette tâche importante pourra être menée à bien. Pour nous, qui avons toujours défendu les intérêts des réfugiés, nous souhaitons que leurs efforts obtiennent au plus tôt un résultat. Ils pourront ainsi, sans tarder, renoncer à la vie de désespoir que les circonstances présentes imposent à beaucoup d'entre eux, éviter la petite humiliation du système des oboles et reprendre les occupations normales de leur vie d'avant-guerre.

N'oublions pas d'indiquer, en terminant, que le siège de la Fédération des Associations départementales des sinistrés est situé 3, rue Tailbout, à Paris.

EXPLOSION A LA BRASSERIE KARCHER

Une explosion s'est produite hier, vers une heure de l'après-midi, à la brasserie Karcher, située rue des Pyrénées 139. La poulie d'une dynamo s'étant détachée, a heurté et crevé un tuyau de conduite d'ammoniaque dans la salle des machines, ce qui a provoqué l'explosion. Heureusement que tous les ouvriers étaient encore à déjeuner. Seul, l'un d'eux, qui était de garde, se trouvait dans la salle ; il a été asphyxié. D'autres ouvriers, accourus au bruit, ont été plus ou moins grièvement contusionnés.

Les idées qui passent...

Un gouvernement qui gouverne

M. A. Aulard adresse dans le Journal un véhément appel à nos gouvernants, pour les inviter à... gouverner, et à nos parlementaires pour les inviter à contrôler, à l'exemple des hommes de la Révolution :

Les convenances individuelles, les égards dus aux personnes, le respect dû à l'âge, aux services passés, l'indulgence pour la faiblesse, tous les jolis sentiments de sociabilité qui étaient la parure du type français firent place à une inexorable ardeur d'action, à une dureté impérieuse. Ces hommes qui, comme le héros de Shakespeare, avaient sucé le lait de la tendresse humaine, ces hommes si sensibles se firent pour la patrie un cœur d'acier, se forgèrent une volonté à la romaine. S'étant fixé un but, ils y marchèrent tout droit, sans dévier d'un pouce, écartant les obstacles, passant au besoin sur le corps de leurs amis, et leur gouvernement farouche, impitoyable, dictatorial sauva la patrie.

Un moins sombre visage convient à nos gouvernants, qui n'ont pas à gouverner un pays en guerre civile, qui ont à gouverner un pays uni fraternellement contre l'ennemi. Mais, en 1916 comme en l'an II, c'est une volonté ferme et dure qui doit diriger la défense nationale.

Aujourd'hui comme alors, il faut, sous le contrôle incessant du Parlement, contrôle à la fois cordial et impulsif, il faut un gouvernement qui gouverne.

Pour la ligne d'Auteuil

Notre article « Supprimons la ligne d'Auteuil » a recueilli de nombreuses adhésions. Mais une courageuse protestation s'est élevée : elle émane de notre confrère Théophraste, du Petit Bleu, qui habite... Auteuil, et qui a horreur du tramway et du métro :

Laissons donc le Chemin de fer de l'Etat manger de l'argent pendant la guerre avec sa ligne d'Auteuil, cela ne nous regarde pas, ce n'est pas la seule entreprise qui perdra de l'argent, et justement les entreprises de transports en commun sont faites, non pas pour exploiter seulement des lignes comme Madeleine-Bastille qui rapportent de l'argent, mais toutes les lignes, même les mauvaises, dès l'instant que cela peut être utile au public.

Puis, quand la guerre sera terminée, nous aurons ce que nous allons avoir juste au moment où elle a éclaté : Auteuil ligne électrique avec des voitures neuves et de nombreuses haltes. J'ai dit « que nous allons avoir », parce que c'était fait, le projet était adopté et signé par les ministres.

Il n'y a donc pas lieu de supprimer une ligne qui est utile, fut-ce à peu de monde, puisqu'il faudrait la rétablir dans quelques mois et que, pendant ces quelques mois, cela priverait des Parisiens.

Et puis — cela va peut-être adoucir Gustave Téry — la dernière fois, c'est très récent, que j'ai pris la ligne d'Auteuil, il y avait trois personnes dans mon compartiment qui lisait l'Œuvre.

Ainsi, Théophraste réclame non seulement le maintien, mais encore l'électrification de la ligne d'Auteuil, c'est-à-dire une dépense de plusieurs millions, à peu près inutile... Vous êtes orfèvre, monsieur Théophraste !

La campagne de France doit compter double

A la suite de notre dernier article sur cette question, le lieutenant-colonel Girard, député du Doubs, a déposé le 30 mai un projet de loi visant à attribuer la double annuité à tous les militaires ayant pris part à la campagne de France. Nous espérons bien que, dans cet acte de justice, M. Girard sera suivi par tous ses collègues ; le Parlement doit à la France de voter cette loi sans tarder.

Ajoutons, pour rendre justice à son initiative, que le député du Doubs, depuis longtemps déjà, avait signalé au ministre l'injustice criante créée par la législation actuelle.

L'Œuvre militaire

Les réformés n° 2 abandonnés à la charité publique

« Un peu d'argent, s'il vous plaît, pour les soldats réformés en suite de maladies aggravées par la guerre. La législation ne permettant pas de les secourir, nous faisons appel à la charité publique pour qu'ils ne meurent pas de faim ! » Ainsi s'exprime, — en résumé, sinon en termes propres, — M. Alexandre Millebrand, ancien ministre de la guerre, dans un article publié dans le Figaro.

Dans sa requête en faveur de la « Protection du Réformé n° 2 » — la P. R. 2 — M. Millebrand nous communique une découverte qu'il a faite, depuis que son départ du gouvernement lui a laissé des loisirs. Cette découverte, c'est celle de la situation lamentable des réformés n° 2. « C'est une grosse lacune, écrit l'ancien ministre. Et c'est par centaines de mille qu'on chiffre ces malheureux. » Evidemment, il n'est jamais trop tard pour bien faire. Et les pauvres gens que sont les réformés n° 2 ne pourront que se réjouir de voir un si haut personnage s'intéresser à leur triste sort.

Mais M. Millebrand nous permettra-t-il de lui dire que cette sollicitude eût pu s'exercer avec beaucoup plus d'utilité alors qu'il était à la tête de l'armée ! Avant de s'adresser à la charité publique, il eût été plus humain, plus juste, qu'il s'adressât aux finances publiques. Pendant dix-huit mois, il en a eu la facilité et le pouvoir.

Alors que M. Millebrand était ministre, toute la presse a intercédé en faveur des réformés n° 2. Pour ma part, je leur ai consacré plus de vingt articles : si l'on totalisait tous ceux publiés par l'ensemble de nos confrères, on en compterait plus de cent. Mais le ministre de la guerre d'alors jugeait sans doute la question d'un intérêt secondaire. Elle n'eût été que l'avocat. Quelque éminent qu'il soit, je crois que la parole du ministre eût eu une toute autre portée.

Il est profondément regrettable que la lacune dénoncée par celui-là avec tant d'ardeur ait échappé totalement à la vigilance de celui-ci. L'avocat en est réduit à solliciter la charité publique. C'est la satisfaction d'un droit que le ministre aurait dû ordonner.

Les réformés n° 2 de la guerre, que la guerre a pris en bon état, puisqu'ils furent déclarés bons pour le service, et dont elle a irrémédiablement altéré la santé, les réformés ont droit à autre chose qu'à une charité. Ce ne sont pas des mendiants, ce sont des soldats, diminués au service de la France. La France, c'est-à-dire l'Etat, doit les soutenir. Il est profondément regrettable que M. Millebrand, ministre de la guerre, n'ait pas tenu ce langage. Cela lui eût évité, une fois rentré dans la vie privée, de lancer son appel éloquent d'ailleurs et qu'il faut écouter, puisque nous n'avons pas autre chose, en faveur de la P. R. 2.

Mortimer-Mégret

P.-S. — Ceci dit, puisque l'Etat ne fait rien pour les réformés n° 2, la charité publique — quelque choquant que soit ce terme appliqué à des soldats — se doit de les aider. Donnons donc, nous aussi, l'adresse de la Protection du Réformé n° 2, 25, rue Boissy-d'Anglas, en exprimant le vœu que sa caisse se remplisse. Mais espérons que les Pouvoirs publics s'émouvront de la situation pitoyable des réformés de cette catégorie. Comme le dit M. Millebrand, il y a là une « grave lacune ». Il y va de la dignité du pays de la combler ! — M. M.

Pour les PERMISSIONNAIRES
LA PHOTOGRAPHIE D'ART FEMINA
90, Champs-Élysées fait des Cartes Postales gravées à 8 frs la Douze

FEUILLETON DE L'ŒUVRE
du jeudi 1^{er} juin 1916

63

Les Mystères de Corneville

ou

L'ESPION MALGRÉ LUI

Roman inédit

PAR

JEAN DRAULT

SECONDE PARTIE

VI

EXPLOSIONS VARIÉES

— Numa !... Prends ce monsieur en exemple !... Heureusement, mon Dieu ! que c'est dans le gilet de cet homme d'honneur qu'est tombé notre secret !... Mais alors, le maître-chanteur, le vrai Burgenstaub ?

— L'étagère au-dessous, madame !

— J'y vais !

Elle se levait de la chaise longue et reprenait son browning. Numa se précipita :

— Maria ! Je t'en prie !... Ça ne va pas recommencer ?

— Madame ! disait M. Perrussel. L'ar-

restation de cet homme n'est plus qu'une question d'heures, grâce à moi ! Il sera fusillé. A quoi bon vous faire justice vous-même ?

— Vous êtes de la police ? fit la préfète.

— Non ! madame ! J'ai servi mon pays à la faveur de circonstances tout à fait indépendantes de ma volonté ! Mais je ne suis pas de la police !

Numa avait repris le billet de Burgenstaub qu'il avait jeté sur la table au début de son entretien avec Berlingot.

— Mels ça dans ton réticule, Maria ! dit-il. Inutile de laisser traîner les insolences de ce misérable. Tu brûleras ça chez toi.

Mme Botte-Bastien, en ouvrant son réticule, s'écria :

— Tiens ! une lettre que j'ai emportée du Mesnil-sur-Eure, ce matin, sans la décacheter. C'est bien de moi !... Mais j'étais si affolée par mes rêves !...

Elle tira la missive en question de son petit sac et la considéra :

— C'est d'Hélène, ma modiste de Paris. Pensez si j'avais le cœur aux modèles nouveaux !...

Le cœur de M. Perrussel battait avec violence tandis que la préfète décachetait la lettre en murmurant :

— C'est peut-être une facture !

Tout à coup, elle s'écria, stupéfaite :

— Ah ! bieng ! Ah ! bieng ! Par exemple !...

— Quoi ? interrogea M. Perrussel, alarmé.

— Voici ce qu'elle m'adresse, cette

petite Hélène : « Madame, c'est votre petite modiste qui vous écrit... Excusez-moi, mon audace... Un homme a été arrêté par erreur et interné au camp de concentration de Corneville... sous le nom de Burgenstaub qui n'est pas le sien... Il ne s'est pas excusé pour ne pas compromettre l'honneur d'une femme... Faites-le relâcher, vous qui êtes la reine toute puissante de l'Eure-Inférieure... » Une reine bien emmêlée ! ajouta la préfète après avoir lu la lettre.

Mais quelle boulette j'ai failli faire, hein, pour n'avoir pas ouvert cette lettre ce matin !... Alors, Hélène s'insurgeait à vous, cher monsieur !... Numa, fais relâcher monsieur !... Hélène confirme tout ce qu'il nous a dit... Drolle d'histoire !

Et Mme Botte-Bastien se mit à rire. C'était une personne extrêmement mobile.

M. Perrussel, lui, pensait, ému, attendant, éperdu d'amour :

— C'est elle qui tente de me délivrer. Elle a fait cela pour moi ! Elle ! Elle !

Il s'isolait à un tel point dans l'amour mystique qu'il avait voué à Hélène qu'il n'entendait point le début d'une de ces discussions orageuses qui aboutissent souvent à des crimes que le public appelle passionnelles, alors qu'ils ne sont que le dénouement d'une passion abolie.

— Ainsi, clamait le sous-préfet, soudain furibond, tu avais cette lettre depuis ce matin, peut-être depuis hier ! Et faute de l'ouvrir — une lettre, ça s'ou-

vre ! — tu assassinais un homme qui n'était pas Burgenstaub !...

— Qu'est-ce qui lui prend ? s'écriait la préfète. Ça n'est pas plus bête que d'aller raconter à un homme qui n'est pas Burgenstaub de ces choses qui ne regardent que Burgenstaub !

— Je n'avais pas de lettre pour me guider, moi ! Toi, tu en avais une ! C'est sans nom ! Risquer de nous faire passer aux assises !... Et inutilement !

— Si tu savais ce qui se passe dans ce camp, aussi, cela n'arriverait pas !...

— Je le sais, ce qui se passe dans ce camp !

— Jolimeint ! Il y a un jour un faux Burgenstaub ! Puis un vrai ! Puis trois faux en plus du vrai !...

— Deux ! rectifiait M. Perrussel.

— Alors, ça fait cinq, en additionnant ! Et voilà la façon d'administrer de M. le sous-préfet de Corneville !... Ces hommes-là perdent le pays !

— Mais les femmes comme toi engendrent les catastrophes ! Tu ne vas pas m'apprendre mon métier, tout de même !...

— Ça ne te ferait pas de mal !... Dis donc... tu cherches une rupture ?

— Si tu veux !

— J'en ai assez de toi, tu sais !

— Et moi ! donc !... s'écria Numa, les bras au ciel.

— Répète !

— Avant qu'il eût répété, il avait d'ailleurs reçu un soufflet. E. M. Perrussel, très ennuagé d'être mis en tiers dans ce dénouement d'un drame intime, cher-

chait à séparer les combattants, car il avait peur pour Numa qui n'était vraiment pas de taille à se défendre, quand une détonation terrible ébranla l'atmosphère.

Le vieux château fut secoué comme par un tremblement de terre. Une série de décharges succéda à la première explosion. On eût dit un bombardement où les 420 auraient joué leur partie.

Un grand silence se fit. Tous trois étaient blancs comme des linges.

Des cris lointains se firent entendre, Radingois et Berlingot parurent.

— Nous sautons ! dit le premier.

— C'est cet imbécile de romancier ! déclara le second.

Et ils disparurent en courant comme des fous. Radingois hurlait :

— Arrêtez toute la commission administrative !

Des pompiers, des gendarmes arrivaient. Béteripédou se présenta, blême, devant Numa :

— Reste sous-préfet ici, si tu veux ! Moi, je ne demeure plus dans des pays pareils !... Si la Normandie se met à avoir des volcans, à présent, c'est complet !

Les détonations recommencèrent. Numa alla voir ce dont il s'agissait.

(La suite à demain.)

DÉPÊCHES DE LA NUIT

DANS LES BALKANS

L'objectif bulgare

L'ACCORD DES DEUX BEAUX-FRÈRES

Les troupes alliées s'opposent à la marche de l'envahisseur et les Français occupent Poroj

Il paraît bien évident, aujourd'hui, que la pénétration des Bulgares sur le territoire grec ne fut pas un coup de surprise. Elle était combinée entre le roi Constantin et le kaiser, son beau-frère. C'est par « la cour », selon la pittoresque expression de Forain, que les soldats de Ferdinand sont venus en Macédoine.

Le gouvernement d'Athènes, qui avait obstinément refusé le passage par chemin de fer aux débris de l'héroïque armée des alliés serbes de la Grèce, accepta avec une philosophie souriante la violation de son territoire par ses ennemis héréditaires.

Il est vrai que la *Patris* a écrit à ce sujet :

« Ceux qui ont bruyamment manifesté contre le passage des Serbes à travers le territoire grec sont les mêmes qui, aujourd'hui, viennent insulter les habitants de Salonique parce que ceux-ci ont protesté contre la violation du territoire grec. Ils accusent, sans rougir, des Hellènes de s'être laissés mener par les Français, mais ils n'ont pas un mot de réprobation contre l'invasion bulgare. »

Le gouvernement explique son attitude

Mais le gouvernement ne se contente pas de pratiquer sa neutralité spéciale, il pousse le cynisme jusqu'à vouloir l'expliquer.

L'organe officieux du cabinet Skouloudis écrit, en effet : « A vrai dire, ce n'est pas la Bulgarie qui pénètre sur le sol hellénique, mais l'Allemagne. C'est donc avec l'Allemagne que notre gouvernement devra régler les difficultés possibles. » Et cette constatation semble le réjouir. »

La *Nea Hellas* écrit : L'occupation du fort Rupel n'est pas dangereuse pour notre avenir, car le fort fut remis aux Allemands qui le restituèrent. Les ventralistes font fausse route en dramatisant les choses et n'aboutissent qu'à mettre mieux en évidence le mal qu'ils firent au pays en provoquant l'arrivée des Anglo-Français. L'occupation germano-bulgare a pour objet de paralyser l'offensive de leurs ennemis.

Le *Scrip* soutient le même point de vue et ajoute :

Les Allemands qui, par égard pour la Grèce, n'ont pas poursuivi, comme ils le pouvaient, les Anglo-Français dans leur retraite, se borneront à la défense et à la garde de leurs communications du côté de Constantinople. Le seul danger pour la Grèce serait un accord entre Anglais et Bulgares. L'attitude réservée des premiers à l'égard des manifestations de Salonique est significative à cet égard.

L'*Acropolis* dit : Dans sa réponse à la protestation grecque, le gouvernement allemand renouvellera la promesse d'évacuation.

La plupart des journaux gouvernementaux, notamment l'*Embros*, critiquent, en outre, violemment les organisateurs des manifestations de Salonique et accusent le général Sarrail qui, suivant eux, les aurait encouragés de s'immiscer dans les affaires intérieures du pays.

Autres cloches

Mais, par contre, la *Patris* attaque en des termes véhéments la presse gouvernementale grecque, laquelle essaye d'excuser la remise de Rupel aux Bulgares et de faire croire que l'Allemagne restituera plus tard la forteresse occupée.

Nous ne pouvons pas nous résoudre, dit la *Patris*, à tolérer tranquillement l'abandon de la forteresse et à la considérer comme une conséquence logique et naturelle de la politique de résignation suivie par le gouvernement.

Le député Popp, dans son journal l'*Athinaï*, qui est antivenizéliste, mais qui a généralement son franc parler, dit que le gouvernement grec s'est rendu « aussi criminel que les misérables qui relèvent les plans et les secrets des

forteresses pour les livrer à l'ennemi ».

Le journal *Nea Hellas* écrit que la Grèce s'est rangée ouvertement du côté de l'Allemagne :

Le gouvernement n'ose pas en faire l'aveu, car il craint les justes représailles des puissances alliées et peut-être une déclaration de guerre de leur part. Mais son attitude n'est que trop claire. Dans de pareilles conditions, nous nous demandons si la Grèce doit continuer à épuiser ses ressources et à gaspiller 400 millions pour entretenir son armée sur le pied de guerre. Le gouvernement hellénique, qui n'appréhendait pas un conflit avec les puissances de l'Entente, craint par-dessus tout la menace allemande. Heureusement, l'Entente ne déclarera point la guerre, car les gouvernements alliés n'identifient pas le peuple grec avec ses dirigeants. Cependant, si l'Entente est placée dans la nécessité d'exercer des pressions énergiques, personne ne pourrait garantir que la possession de l'Épire, de Salonique et des îles nous serait assurée tant que l'Allemagne garde un pied en Asie et dans les Balkans.

Les Hellènes de Paris

Il faut reconnaître que, si les Grecs de Grèce semblent, en majorité, accepter l'injure qui leur est faite, ceux qui séjournent ailleurs la ressentent vivement.

C'est ainsi que le bureau permanent du Congrès des Colonies helléniques vient d'envoyer le télégramme suivant au roi Constantin :

« Au nom du Congrès des Colonies helléniques, nous partageons l'émotion cruelle de tous les patriotes hellènes, indignés de voir envahi le sol sacré de la patrie par l'ennemi héréditaire de l'hellénisme. Nous supplions respectueusement Votre Majesté de vouloir bien, épargnant cette honte aux héros des deux guerres glorieuses, ordonner à notre vaillante armée de chasser immédiatement à tout prix de notre Macédoine les Germano-Bulgares et de sauver ainsi l'indépendance de la Grèce et l'honneur de la nation. »

Pour le bureau du Congrès :

Le président,

Grégoire TRIENTAPHYLIDIS.

La question des garanties

Le Kairi pose la question des garanties reçues par la Grèce de façon très nette :

Y a-t-il ou non une garantie bulgare ? Y a-t-il ou non des garanties suffisantes données par les puissances pour maintenir la mobilisation ? Si non, pourquoi permettre aux Bulgares de prendre nos forêts et nous obliger à faire plus tard, pour les reconstruire, une guerre plus dure encore que celle de 1913 ?

Le Kairi ajoute :

Il est bien clair que, si l'on s'en rapporte aux instructions données par le gouvernement aux commandants des postes de Demir-Hissar concernant la caisse et les archives — qui devaient être mises en lieu sûr en cas d'invasion des Bulgares — les garanties données ne peuvent pas être considérées comme suffisantes.

La justification donnée par le gouvernement, écrit la *Patris*, est aussi douloureuse que l'occupation bulgare.

Villages pillés

Certes, si l'on n'examinait que la conduite des envahisseurs dans les pays occupés, on pourrait confondre les Bulgares avec les Boches, car les uns comme les autres se comportent de la même façon.

On annonce, en effet, qu'après l'évacuation de Demir-Hissar par la population, l'élément bulgare de la ville et des villages, ainsi que les soldats bulgares, ont mis les propriétés grecques au pillage.

L'action des Alliés

On ignore encore l'objectif que s'est proposé Ferdinand, nouvellement promu généralissime des troupes balkaniques : attaque de Salonique ou occupation de Cavalla.

On croit généralement que le gouvernement bulgare veut simplement saisir l'occasion d'occuper Cavalla, afin de posséder sur la mer Égée un port que la Bulgarie a toujours convoité et qu'elle a cherché vainement à obtenir en 1913.

La concentration des troupes bulgares s'opère en trois points : la région de Rupel, le district de Nevrokop et le district de Xanthi. De chacun de ces trois points, elles menacent directement Serres, Drama et Cavalla.

Devant l'inertie des Grecs, les Alliés ont pris des mesures pour s'opposer à l'avance de l'ennemi. Une dépêche de l'Information dit qu'un violent duel d'artillerie est engagé à Kilindir et que nos avions survolent Gueogheli.

On télégraphie, d'autre part, que les Français ont occupé Poroj dans l'après-midi de mardi.

Poroj est un petit village de cinq mille âmes à peu près et qui se trouve à une cinquantaine de kilomètres au nord-ouest de Serres, dans la vallée de la Strouma.

LA MORT DE GALLIENI

Un ordre du général Joffre

A l'occasion de la mort du général Gallieni, le général Joffre a pris l'ordre suivant :

Au Grand Quartier Général, le 28 mai 1916.

Ordre général aux troupes

Le général commandant en chef porte à la connaissance des armées françaises la nouvelle du décès du général Gallieni, mort le 27 mai après une douloureuse maladie.

Doué de toutes les qualités du chef ; conquérant et organisateur, le général Gallieni a fait honneur à son pays dans une longue et brillante carrière. Son nom restera attaché à l'accomplissement de cette œuvre coloniale qui constitue une des gloires de la République.

Nommé gouverneur militaire de Paris, en août 1914, au moment où l'ennemi menaçait la capitale, il a pris d'une main ferme le commandement du camp retranché et a assuré sa mise en état de défense ; il a fait preuve des plus hautes qualités militaires dans la préparation et l'exécution des mouvements des forces mobiles sous ses ordres, pour les faire participer à la bataille générale livrée par les armées alliées.

Ministre de la guerre, il a déployé ses facultés d'organisation pour utiliser au maximum toutes les forces vives de la nation, avec une énergie que seule la maladie a pu briser.

Son souvenir doit rester gravé dans la mémoire de tous comme celui d'un des meilleurs serviteurs du pays.

Signé : J. JOFFRE.

LA GUERRE AÉRIENNE

Un hydravion abattu dans l'Adriatique

Rome, 31 mai. — Hier matin, un hydravion ennemi a été abattu dans la basse Adriatique.

Bombes sur Courtrai

Amsterdam, 31 mai. — Un aviateur belge a réussi à lancer des bombes sur la caserne allemande de Courtrai.

LA GUERRE SOUS-MARINE

Trois nouveaux torpillages

Milan, 31 mai. — Un télégramme de Varenna à la *Stampa* annonce le torpillage de la goélette italienne *Val-Sesia*, qui avait un chargement de soufre pour Cette, et de deux voiliers italiens, *Rita* et *Fabricotti*, torpillés : le premier près de Toulon, et le deuxième près du cap Saint-Sébastien. L'équipage du *Val-Sesia* est à peine le temps de se sauver dans l'unique barque de sauvetage qu'il possédait.

LA FABRICATION DES MUNITIONS

Pas de congé quand les autres se battent

Londres, 31 mai. — Dans les chantiers de constructions navales et les usines de munitions, patrons et ouvriers, réunis en une conférence, ont accepté de remettre à fin juillet les congés habituels de la Pentecôte. Un accord a été conclu sur l'augmentation des salaires nécessaire par le surcroît de travail. Le gouvernement, désireux que cette suspension des congés soit aussi générale que possible, a invité les autorités locales à lui prêter leur concours. Une proclamation renverra au mardi 8 août, le congé du lundi de Pentecôte.

M. Asquith l'a annoncé à la Chambre des Communes. Les banques sont favorables à cet arrangement.

NOUVELLES DIVERSES

Londres, 31 mai. — Le Parlement anglais se séparera demain. Les travaux de la Chambre des Communes reprendront le 20 juin.

Berne, 21 mai. — La Chambre des députés de Prusse a voté en troisième lecture la loi sur les impôts.

MAXIMA BIJOUX ANTIQUITÉS OBJETS D'ART AUTOS 3, Rue Talbott, 1^{er} étage, PARIS

CIDRE Supérieur, la pièce 220 lit. Fr. 65 CIDRE ANTOINE, Le Mans (Sarthe)

BANANAS POU. TOUS La boîte 1.60 Doubl. boîte 2.80 USINE & BUREAUX : 1, rue Lombard, Courbeville (Seine)

LA QUESTION IRLANDAISE SERAIT RÉGLÉE

Londres, 31 mai. — D'après le *Herald* de Glasgow, la question irlandaise serait réglée.

L'accord intervenu serait basé sur l'établissement d'un Parlement pour les nationalistes avec exclusion de la région de l'Ulster.

Les leaders des deux partis se sont rencontrés hier pour la première fois en une conférence au cours de laquelle les principaux points en contestation furent réglés.

Après une discussion des plus amicales, les représentants des nationalistes et ceux de l'Ulster se tendirent spontanément la main par-dessus la table en signe d'oubli de leurs vieilles querelles.

Pour envoyer du pain à nos prisonniers

Un arrangement récent prévoit la substitution des envois collectifs aux envois individuels de pain pour les prisonniers de guerre. Le gouvernement allemand s'est engagé à laisser parvenir les envois collectifs de pain calculés sur le taux de deux kilogrammes par tête et par semaine.

Ces expéditions seront acheminées en grande vitesse et adressées aux comités constitués par les Français prisonniers dans chaque camp, sous le contrôle de délégués neutres.

Les principales œuvres de secours ont constitué à Paris une Fédération nationale d'assistance aux prisonniers de guerre, à laquelle le Comité international de la Croix-Rouge veut bien prêter son concours actif.

Cette Fédération s'est d'ores et déjà mise en mesure d'assurer d'une manière régulière les envois collectifs de pain dans tous les camps de prisonniers en Allemagne. Ce service fonctionnera à partir du 5 juin, date à laquelle on ne devra plus faire d'envois individuels de pain et de biscuit aux prisonniers, sous-officiers ou hommes de troupe.

Les œuvres départementales qui, à cette date, disposeraient encore de stocks de pain ou de biscuit, et les familles qui désiraient contribuer à cette œuvre de solidarité pourront faire parvenir les colis individuels de pain ou de biscuit en gare de Lyon-Vaise, à l'adresse de la Fédération nationale d'assistance aux prisonniers, qui en assurera le groupage.

Il n'est rien modifié aux règles actuelles concernant les envois individuels ou collectifs de linge, de vêtements et de vivres, autres que le pain ou le biscuit.

Les officiers prisonniers peuvent recevoir des envois individuels de pain dans les mêmes conditions que par le passé.

Communiqué belge

Bombardement réciproque en divers points du front belge.

Communiqué russe

FRONT OCCIDENTAL Dans la région des lacs, au sud de Divinsk, l'artillerie ennemie a dirigé des tirs violents sur plusieurs points.

Sur tout le front, l'adversaire opère des reconnaissances aériennes nombreuses.

Un de nos avions a livré combat à un albatros ennemi qui planait au-dessus de nos lignes.

L'albatros, mitraillé et enveloppé de fumée, est tombé au nord-ouest du bourg de Baranovitchi.

FRONT DU CAUCASE

Dans la direction de Diarbékir, le 28 mai, les Turcs ont pris l'offensive du côté d'Oghnole, sur Kargabazar et une partie des troupes ennemies ont occupé Gantrel, mais nos troupes, prenant à leur tour l'offensive, ont délogé l'adversaire.

Communiqué italien

Sur les hauteurs au nord de Ledro, et dans la zone de Riva, intenses mouvements de l'ennemi qui accentue l'activité de ses travaux de défense.

Dans la vallée de Lagarina, dans la journée d'hier, de nouvelles et violentes attaques, préparées et soutenues par un intense bombardement de l'artillerie de gros calibre, et bravement conduites par l'ennemi, ont été repoussées ; nous avons exterminé les colonnes assaillantes.

La lutte fut particulièrement acharnée au col de Buole où le 62^e régiment d'infanterie (brigade de Sicile) et la 20^e brigade (Tur) sont sortis, plusieurs fois, des tranchées, repoussant l'ennemi à la baïonnette.

Dans le secteur de Pasubio, duel d'artillerie ; nous avons repoussé une attaque dans la direction des Forni-Ali.

Entre Posina et le Haut-Astico, la bataille se développe.

L'ennemi concentre des forces dans la vallée d'Astico.

Dans la matinée d'hier, nous avons repoussé une attaque dans la zone de Campiglia.

Plus à l'est, l'intense concentration du feu de l'artillerie ennemie a contraint nos troupes à évacuer la position du Mont Priato.

Une contre-attaque acharnée nous a permis de reprendre les positions disputées.

Toutefois, à cause d'un violent feu de l'artillerie ennemie, nos troupes se sont légèrement repliées sur les pentes méridionales du Mont.

Sur le plateau d'Asiago, nous avons évacué le pont de Corbin et avons efficacement contenu la pression de l'ennemi, le long du reste du front.

Situation invariable dans la vallée de Sugana.

En Carnie et sur l'Isonzo, activité intermittente des artilleurs.

On signale de hardies irruptions de nos détachements d'infanterie contre les lignes ennemies.

LES ÉLECTIONS AUX ÉTATS-UNIS

Un attentat contre Roosevelt

La campagne présidentielle bat son plein, car la date de la réunion des conventions nationales des partis est proche. Elle semble provoquer une certaine effervescence.

Une dépêche de Kansas-City annonce qu'un individu a lancé un couteau sur une automobile découverte où se trouvait M. Roosevelt. L'arme passa à quelques pouces seulement de l'ancien président.

M. Roosevelt, qui a commencé un voyage circulaire dans les États de l'Ouest et y fait une campagne de réunion des conventions nationales des partis, se rendait à Kansas-City pour soutenir sa candidature à la présidence. C'est lorsqu'il se rendait avec ses secrétaires et ses amis, de la gare à son hôtel que l'attentat a eu lieu.

Le 14 octobre 1912, dans la précédente campagne présidentielle, M. Roosevelt avait déjà été l'objet d'un attentat analogue à Milwaukee (Wisconsin), qui est un des principaux centres allemands des États-Unis.

Pendant que l'ancien président, debout dans son automobile, haranguait la foule devant son hôtel, un nommé Schrank, d'origine bavaroise, tira sur lui plusieurs coups de revolver. Deux balles portèrent, mais les blessures n'étaient pas graves. Schrank fut enfermé comme fou.

Pour nos soldats d'Orient

Les mandats postaux français et internationaux adressés aux troupes françaises en Orient, et dont le montant est égal ou inférieur à 20 francs, ainsi que les bons de poste français, seront payés par le service de la trésorerie et des postes aux armées ou des postes maritimes, soit en monnaie grecque et au pair, soit en monnaie française avec une majoration compensatrice de la perte au change.

Les Spectacles

Bienfaisance. — Une fête d'un éclat exceptionnel, au profit des familles des mobilisés de la Colonie italienne de Paris, aura lieu sous le haut patronage de S. E. M. de Tilly, le lundi 5 juin, à 6 h. 30 du soir, au théâtre Réjane.

Gabrielle d'Annunzio a accordé l'autorisation de représenter la *Gioconda*.

Carlo Rossini qui, on se souvient, a déjà joué à Paris avec Eleonora Duse, interprétera de *Lucie Stella* et, à ses côtés, Ciro Galvani vient d'exprimer de Rome pour y jouer celui de Cosimo Dalbo.

Le célèbre Nina Sanza sera une émouvante Silvia Sellata ; Mme Nicolini interprétera le rôle de Gioconda ; Elsa Polastri sera Sirenetta ; Mlle Pellicani, Francesca Dini ; M. Mazzoni jouera Lorenzo Galdi.

On trouvera des places au théâtre Réjane et au Comité de Secours Italiens, 28, rue Malignon. Téléphone : Wagram 85-07.

Loges, 100 francs ; fauteuils d'orchestre, 25 et 10 francs ; fauteuils de balcon, 15 et 10 francs ; galeries, 5 et 2 francs.

Cet après-midi : GYMNASSE. — 2 h. 30. — La charrette anglaise. TRIANON-LYRIQUE. — 2 h. 30. — Les Noces de Chénier, la Fille du Régiment. VAUDEVILLE. — 8 h. 15. — Sapho.

OPÉRA-COMIQUE. — 8 h. 15. — Sapho. OPÉRA. — 8 h. 15. — Tricouche et Cacolet. VAUDEVILLE. — 8 h. 30. — Jules César.

GYMNASE. — 8 h. 15. — Les Noces de Chénier. GAITÉ. — 8 h. 15. — Cœur de Française. PALAIS-ROYAL. — 8 h. 30. — Le Veilleur de nuit ; Chez les Basilevitch.

BOUFFES-PARISIENS. — 8 h. 15. — Polak et Petit. OPÉRA. — 8 h. 15. — La Fiammé.

VARIÉTÉS. — 8 h. 30. — La Belle de New-York. CHATELAIN. — 7 h. 50. — Les exploits d'une petite Française.

FRANÇAIS. — 8 h. 45. — Papillon le Juste. ATHÉNÉE. — 8 h. 30. — Avec le Souffle (Revue). RENAISSANCE. — 8 h. 30. — L'hôtel du Libre-Echange.

TH. MICHEL. — 8 h. 30. — Paris, revue. TRIANON-LYRIQUE. — 8 h. 15. — Riquet.

APOLLO. — La Déesse du Printemps. FOLIES-BERGERE. — 8 h. 30. — La Grande Revue. OLYMPIA. — 8 h. 30. — Marcelle Yrven et ses troupes.

AMBASSADEURS. — 8 h. 30. — Bousculé pas le pot de fleurs ! revue. MARIGNY. — 9 h. — Revue.

CONCERT MAYOL. — 8 h. 15. — Dumeny, L. Duluc. ALHAMBRA. — 8 h. 30. — Attractions.

CIGALE. — 8 h. 30. — Elle est très... Bidoche. SCALA. — 8 h. 30. — C'est Maoua Polipoli.

GAITÉ-ROCHEGOUART. — Au Pas de Charge, revue. ELECTRIC PALACE, 5, boul. des Italiens. — L'héroïne rouge.

OMNIA PATHÉ. — Télégraphie sans fil, drame. Rigadin l'échappe belle. Actualités militaires.

Le gérant : VICTOR ATKINSON. Imprimerie WELHOFF et ROGEE 16-18, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris.

Hémorragies FANDORINE RÉGULARISE LE SANG — OBÉSITÉ — FIBROMES Laboratoire de l'EURODONAL, 24, R. de Valenciennes, Paris. Flacon 1^{er} 10 fr. ; Etranger 11 fr. ; Flacon d'essai 5 fr. ; Etranger 5 fr. 50.

Les Établissements **Jamet-Butterau** sont les mieux organisés pour vous apprendre chez vous ou sur place : Comptabilité, Sténographie, etc. Paris, 95, R. Rivoli. — HOMMES ET DAMES. NANCY 20, Faubourg S'-Jean. BORDEAUX 67, Cours Pasteur.

HERNIE : Nouvel appareil CLAVERIE le plus perfectionné des bandages Brochure franco, 234, Faubourg Saint-Martin, PARIS.

MESTRE & BLATGÉ
46, Avenue de la Grande-Armée -- PARIS

LEGGINGS, cuir noir et jaune, depuis 13 80
LEGGINGS, toile gris bleuté et kaki, depuis..... 10 »
CHAUSSURES de fatigue

double semelle, depuis. 26 90
triple semelle, depuis. 28 25

TOUS ARTICLES POUR MILITAIRES